

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS 31.530/4

DE LA SECTION DE LEGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES 31.530/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports, le 12 avril 2001, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'immatriculation de véhicules", a donné le 13 juin 2001 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 12 april 2001 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer verzocht haar, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de inschrijving van voertuigen", heeft op 13 juni 2001 het volgende advies gegeven :

OBSERVATION PREALABLE

Lors de l'association des Gouvernements de région, le Gouvernement flamand et le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ont formulé des observations.

Il n'apparaît pas du dossier transmis au Conseil d'Etat que le ministre aurait répondu à ces observations en faisant connaître aux Gouvernements concernés les raisons pour lesquelles il ne serait pas tenu compte de ces observations.

C'est sous réserve de l'accomplissement de cette dernière étape de la procédure d'association que le présent avis est donné.

OBSERVATIONS GENERALES

1. L'un des objectifs du projet est d'interdire, sauf exceptions limitées, que des véhicules mis en circulation par des personnes résidant en Belgique soient immatriculés à l'étranger.

Le projet, inutilement compliqué, ne fait cependant pas apparaître suffisamment clairement cette intention. Ainsi, l'article 2, § 2, donne l'impression que tout véhicule immatriculé à l'étranger peut être mis en circulation en Belgique alors qu'en réalité, en vertu de l'article 3, §§ 1er et 3, les personnes résidant en Belgique ne peuvent, sauf les exceptions de l'article 4, § 2, mettre en circulation en Belgique un véhicule dont elles sont

.../...

propriétaires ou même utilisatrices et qui est immatriculé à l'étranger.

Ainsi encore, l'article 4, § 2, commence par les mots "Compte tenu des dispositions de l'article 2, l'immatriculation n'est pas obligatoire non plus pour : (...)", mais contrairement à ce qu'indique cette phrase -et particulièrement les mots "non plus" qui se réfèrent aux cas visés à l'article 4, § 1er- ce n'est pas l'immatriculation qui n'est pas obligatoire pour ces véhicules, mais l'immatriculation en Belgique. Autrement dit, les véhicules visés à l'article 4, § 2, peuvent être immatriculés à l'étranger par dérogation à l'article 3, §§ 1er et 3. En outre, la section de législation n'aperçoit pas le sens de la référence à l'article 2.

Par ailleurs, c'est dans la section 2 que doivent être mentionnées les exceptions à l'obligation d'immatriculation visées à l'article 4, § 1er. Le 1° et le 10°, de l'article 4, § 1er, ne sont d'ailleurs pas de véritables exceptions puisque les véhicules qui y sont mentionnés doivent être immatriculés mais cette immatriculation se fait selon un régime dérogatoire à celui instauré par le projet.

Le projet sera dès lors revu afin de faire apparaître clairement le principe et les exceptions.

Il est dès lors suggéré de présenter le projet d'arrêté selon la structure suivante :

.../...

- 1° un véhicule ne peut être mis en circulation que s'il est immatriculé, sauf les exceptions visées à l'article 4, § 1er, 2° à 9°;
- 2°
 - a) les personnes résidant en Belgique doivent immatriculer les véhicules qu'elles souhaitent mettre en circulation en Belgique au répertoire des véhicules, même si ces véhicules ont déjà été immatriculés à l'étranger;
 - b) par exception, dans les cas visés à l'article 4, § 2, les personnes résidant en Belgique peuvent mettre en circulation en Belgique des véhicules immatriculés à l'étranger;
- 3° les personnes résidant à l'étranger peuvent mettre en circulation en Belgique des véhicules immatriculés à l'étranger.

2. L'on peut se demander si le système prévu par le projet n'est pas contraire aux dispositions du droit européen relatives à la libre circulation des travailleurs et à la libre prestation des services, spécialement en ce qui concerne les hypothèses, visées à l'article 4, § 2, 1° et 2°.

En ce qui concerne les sociétés de leasing établies dans un autre Etat membre, la question est actuellement soumise à la Cour suite à une question préjudicielle posée par une ordonnance rendue le 10 novembre 1999 par le Handelsgericht de Vienne.

.../...

En ce qui concerne les travailleurs frontaliers, la Commission a, par lettre du 26 avril 2001, demandé à la Belgique de fournir des explications au sujet de l'article 3, § 1er, de l'arrêté royal du 31 décembre 1953 portant réglementation de l'immatriculation des véhicules à moteur et des remorques.

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur ce que si l'article 4, § 2, 1° et 2° était dès à présent adopté, il lui faudrait le revoir à la lumière des observations de la Commission si le Gouvernement belge décidait d'y donner suite ou des arrêts de la Cour de Justice.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Préambule

1. Des alinéas seront consacrés à l'arrêté royal du 31 décembre 1953 portant réglementation de l'immatriculation des véhicules à moteur et des remorques, que le projet abroge, ainsi qu'à l'arrêté royal du 8 janvier 1996 portant réglementation de l'immatriculation des plaques commerciales pour véhicules à moteur et remorques, que le projet modifie.

2. A l'alinéa 3, il y a lieu d'écrire l'"inspecteur des finances".

.../...

Dispositif

Article 1er

1. Il convient de ne pas abuser des définitions. Un certain nombre de celles-ci pourraient, par exemple, être intégrée dans le corps du projet.

2. Aux 6°, a et b, 7° et 10°, il convient d'énoncer de manière complète la définition du véhicule, du tracteur agricole ou forestier, du véhicule de personnes et du véhicule hors d'usage et non de se référer à des directives européennes ou, ce qui est cependant moins critiquable, à l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquels doivent répondre les véhicules automobiles, leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité.

De même, au 25°, mieux vaut reprendre directement le contenu de l'article 48, alinéa 2, du Traité instituant la Communauté européenne.

En toute hypothèse, le 6°, b, fait référence à "toute machine mobile répondant aux définitions mentionnées à l'article 1er de l'arrêté royal du 15 mars 1968 précité". La section de législation n'aperçoit pas clairement ce qui est visé, dès lors que l'article 1er de l'arrêté royal du 15 mars 1968 précité ne définit pas la notion de "machine mobile".

.../...

3. Au 7°, la référence à un "véhicule à moteur affecté au transport de personnes, de la catégorie M1, comme défini par l'article 1er, § 2, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 (...)" n'est pas claire.

En effet, si l'article 1er, § 1er de l'arrêté royal du 15 mars 1968 précité, définit bien la catégorie M1 comme "véhicules affectés au transport de personnes comportant, outre le siège du conducteur, huit places assises au maximum", le paragraphe 2, ne définit pas de manière plus précise ces termes.

Comme il a été relevé dans l'observation 2, mieux vaut indiquer directement et clairement dans le projet quels sont les véhicules visés.

4. Au 25°, a, il serait plus précis de viser "un autre Etat membre de l'Union européenne ou partie d'une des conventions (...)".

5. Au 25°, les points b et c pourraient être fusionnés en une disposition visant "les personnes morales n'ayant pas d'établissement fixe en Belgique".

Article 3

1. Le paragraphe 1er, dispose que le propriétaire d'un véhicule qu'il veut mettre en circulation en Belgique le fait immatriculer au répertoire des véhicules "soit à son

.../...

propre nom soit au nom de l'utilisateur principal de ce véhicule".

Il ne peut être admis que le propriétaire puisse immatriculer le véhicule au nom de l'utilisateur, éventuellement sans son consentement. Ceci pourrait en outre avoir des conséquences préjudiciables pour ce dernier, puisqu'aux termes de l'article 67bis des lois coordonnées du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière :

"Lorsqu'une infraction à la présente loi et à ses arrêtés d'exécution est commise avec un véhicule à moteur, immatriculé au nom d'une personne physique et que le conducteur n'a pas été identifié au moment de la constatation de l'infraction, cette infraction est censée avoir été commise par le titulaire, de la plaque d'immatriculation du véhicule. La présomption de culpabilité peut être renversée par tout moyen de droit."

Au demeurant, l'article 10, § 1er du projet, dispose que :

"La demande d'immatriculation ou de réimmatriculation est introduite selon le cas décrit dans l'article 3 par le propriétaire ou l'utilisateur appelé ci-après le demandeur."

Autrement dit, la demande peut être introduite par le propriétaire ou par l'utilisateur, mais pas par le propriétaire au nom de l'utilisateur. Quant à l'hypothèse du mandat, prévue à l'article 12 du projet, elle concerne non pas la demande mais la présentation de la demande.

L'article 3, § 1er, alinéa 1er sera dès lors revu.

.../...

La section de législation se demande, par ailleurs, s'il ne conviendrait pas que celui qui immatricule un véhicule en tant qu'utilisateur fasse preuve de l'accord du propriétaire.

2. Le paragraphe 1er, b, vise l'inscription dans un registre belge de commerce comme personne physique ou personne morale. Ne convient-il pas de viser également le registre de l'artisanat ?

Article 4

1. Au paragraphe 2, 1°, la section de législation n'aperçoit pas pour quelles raisons seules sont visées les personnes physiques, à l'exclusion des personnes morales.

2. Le paragraphe 2, 2°, vise "une attestation valable fournie par l'administration fiscale belge de qui dépend la levée de TVA". Mieux vaut écrire : "une attestation fournie par l'administration qui a la TVA dans ses attributions".

3. Le paragraphe 2, 2°, précise que les conditions d'usage du véhicule sont fixées dans l'attestation fournie par l'administration qui a la TVA dans ses attributions.

.../...

Il n'appartient cependant pas à l'administration fiscale mais au projet lui-même de déterminer ces conditions.

Article 5

1. Au paragraphe 1er, il est suggéré d'écrire :

"(...) Elle peut être soit une immatriculation transit lorsque les personnes mentionnées ci-après ont obtenu l'exemption des droits d'importation et de TVA ou de TVA seulement, soit une immatriculation provisoire dans les autres cas. L'immatriculation transit prend fin en même temps que la perception des droits d'importation et de TVA ou de TVA seulement."

2. Au paragraphe 2, alinéa 3, la vérification de l'accomplissement des formalités d'assurance par le Provost-Marshall du Shape ne saurait être destinée à s'appliquer qu'aux membres civils et militaires de cette organisation et à ceux de l'OTAN, visés au 3° du paragraphe 1er du même article. Cette précision devrait figurer dans le texte de la disposition examinée.

Article 6

1. Au paragraphe 2, 2°, il y a lieu d'écrire :

"(...) les taxes et les redevances liées à (...).".

.../...

2. Le 9° doit être revu, le Fonds national de reclassement des Handicapés ayant été dissous par l'arrêté royal du 28 février 1995, spécialement par son article 2 entré en vigueur le 22 mars 1995, à la suite des réformes institutionnelles.

Article 7

1. En vertu de l'annexe I de la directive 1999/37/CE précitée, le certificat d'immatriculation doit indiquer le nom du propriétaire du véhicule ou, à tout le moins, préciser que le titulaire du certificat d'immatriculation est ou n'est pas le propriétaire du véhicule ou n'est pas identifié par le certificat d'immatriculation comme propriétaire du véhicule.

Il convient dès lors de reprendre ces éléments dans le répertoire matricule, pour qu'ils puissent être repris dans le certificat d'immatriculation.

2. Au 9°, la référence à "une catégorie de véhicules autre que M1" est trop imprécise. Il convient, à tout le moins, de se référer à l'arrêté royal du 15 mars 1968 précité. C'est en effet cet arrêté qui définit les catégories M1 à M3.

.../...

Article 10

1. Au paragraphe 1er, ne convient-il pas de régler l'hypothèse où à la fois le propriétaire et l'utilisateur veulent immatriculer le véhicule ? Dans l'affirmative, c'est le propriétaire qui doit avoir priorité puisque c'est sur lui que pèse la responsabilité de l'immatriculation (article 3, § 1er).

Il y a également lieu de se référer à l'observation formulée sous l'article 3.

2. Au paragraphe 2, alinéa 2, il convient d'écrire :

"La demande énonce dans tous les cas si la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs est couverte par un contrat d'assurance d'une durée d'un an, ou dans le cas d'une immatriculation temporaire (...).".

3. Compte tenu de l'article 30 de la loi du 25 juin 1992 relative au contrat d'assurance terrestre, un contrat d'assurance ne peut être conclu pour une période de plus d'un an. Or, la fin de l'alinéa mentionne une durée maximale de trois ans. Selon le fonctionnaire délégué, l'hypothèse visée est celle où un traité international permet de déroger à la loi du 25 juin 1992 précitée. Cette précision doit être mentionnée dans le projet.

.../...

4. Le paragraphe 3 ne transpose pas complètement l'article 5, paragraphe 2, de la directive 1999/37/CE précitée. Les deuxième, troisième et quatrième phrases de cette disposition précisent que les autorités compétentes

"(...) retirent la (les) partie(s) remise(s) de l'ancien certificat d'immatriculation et la (les) conservent pendant au moins six mois. Elles en informent, dans un délai de deux mois, les autorités de l'Etat membre qui ont délivré le certificat retiré. Elles renvoient le certificat retiré auxdites autorités si celles-ci en font la demande dans les six mois suivant le retrait."

Article 11

Aucun pouvoir réglementaire ne peut être donné au représentant du ministre.

Plutôt que d'utiliser le mot "le cas échéant", mieux vaut écrire que le ministre "peut déterminer (...)".

Enfin l'habilitation ne peut concerner que des modes complémentaires de présentation des demandes. En effet, il n'appartient pas au ministre de modifier le contenu d'un arrêté royal.

Article 15

Il convient de faire apparaître plus clairement qu'en cas de modification des données de l'immatriculation, le titulaire garde son numéro d'immatriculation.

.../...

Article 16

1. Il convient que l'arrêté détermine les cas dans lesquels le certificat d'immatriculation est composé d'une seule partie et ceux dans lesquels il est composé de deux parties.

2. Au paragraphe 2, les mots "au nom du même titulaire" seront omis. En effet, l'hypothèse visée est celle où l'on cesse définitivement de donner le véhicule en location ou en leasing.

3. Au paragraphe 3, les mots "selon les instructions du fonctionnaire dirigeant" doivent être omis. En effet, d'une part le fonctionnaire dirigeant ne peut se voir octroyer un pouvoir réglementaire pour ajouter des conditions à celles que prévoit l'arrêté, c'est-à-dire, la présentation de la carte d'identité et, d'autre part, il va de soi qu'il peut donner des instructions à ses services sur la manière concrète d'exécuter l'arrêté.

Article 19

1. Le paragraphe 2 vise les hypothèses de la perte ou de la destruction du certificat d'immatriculation. Par souci de clarté mieux vaut mentionner également le vol du certificat d'immatriculation.

.../...

La même observation vaut pour les articles 24 et 32.

2. Au paragraphe 2, alinéa 2, il y a lieu d'écrire :

"Si une partie seulement du certificat en plusieurs parties a été perdue, volée ou détruite, un duplicata n'est délivré que contre remise de la partie restante."

Article 20

1. Au paragraphe 2, 2°, il y a lieu, dans un souci de précision, de mieux définir les mots "représentants de la Haute Magistrature", "représentants du Haut Clergé" et "hauts fonctionnaires du gouvernement fédéral".

La même observation vaut, mutatis mutandis, pour le 3°.

2. Au paragraphe 2, 4°, la section de législation n'aperçoit pas pourquoi il y a lieu de mentionner le président du Conseil de la Communauté française, le président de la Commission de la Communauté française et le président de la Commission de la Communauté flamande.

Ces personnes sont en effet déjà visées en tant que membres du Parlement wallon, du Parlement flamand ou du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale.

.../...

2. A l'article 20, il y a lieu de consacrer un paragraphe distinct à la marque d'immatriculation "CD". En effet, celle-ci jouit d'un régime particulier puisqu'elle peut être soit une marque d'immatriculation supplémentaire soit une marque d'immatriculation spéciale.

Article 23

Il est suggéré d'écrire cette disposition comme suit :

"En ce qui concerne les marques d'immatriculation ordinaires, le fonctionnaire dirigeant ou son délégué réserve le numéro d'immatriculation répondant au choix de la personne qui en a fait préalablement la demande, pour autant que ce numéro soit disponible.

La réservation à lieu dès paiement de la redevance prévue à cet effet. La redevance est due pour chaque réservation d'un nouveau numéro d'immatriculation.

Le demandeur présente la demande d'immatriculation ou de réimmatriculation de son véhicule sous cette inscription personnalisée dans les trois mois suivant la réservation. Passé ce délai, l'inscription personnalisée n'est plus réservée, à moins que le fonctionnaire dirigeant ou son délégué ne prolonge le délai de réservation de deux mois sur la base d'une demande motivée.

.../...

L'immatriculation ou la réimmatriculation d'un véhicule sous une inscription personnalisée est considérée comme une immatriculation ou une réimmatriculation ordinaire et donne lieu au paiement de la redevance prévue à cet effet."

Article 24

1. Au paragraphe 2, alinéa 1er, il y a lieu d'écrire :

"(...) a été volée, perdue ou détruite (...).".

2. Au paragraphe 2, alinéa 2, il y a lieu d'écrire :

"Néanmoins, s'il s'agit d'un vol d'une marque d'immatriculation supplémentaire (...).".

Article 25

Au paragraphe 1er, alinéa 1er, il convient de préciser plus clairement que si le véhicule est immatriculé au nom du conjoint, du cohabitant légal ou d'un des enfants, il ne sera plus immatriculé au nom du titulaire initial. En effet, cette disposition vise le changement du titulaire et non la possibilité d'avoir plusieurs titulaires pour une même immatriculation.

.../...

Article 26

1. Aux 1° et 2°, il y a lieu d'écrire :

"pour la réservation d'une inscription personnalisée;".

2. Il appartient à l'auteur du projet de pouvoir justifier que les montants réclamés sont bien proportionnels à la prestation fournie par l'administration et à l'avantage que peut en retirer le bénéficiaire.

Article 29

1. A la première phrase de l'alinéa 1er, l'expression "face postérieure du véhicule" est loin de constituer une amélioration par rapport à la première phrase de l'article 20 actuel de l'arrêté royal du 31 décembre 1953 précité qui mentionne, conformément à l'usage courant, "l'arrière du véhicule". C'est d'ailleurs le mot "arrière" qu'utilise l'auteur du projet lorsqu'il mentionne, à la troisième phrase, "l'arrière gauche du véhicule".

2. L'exception permettant de placer la marque d'immatriculation à l'arrière gauche des véhicules automobiles et des remorques existe déjà dans l'article 20 actuel de l'arrêté royal du 31 décembre 1953 précité. La section de législation se demande cependant pour quelle raison ne pas faire de cette règle la règle générale dès

.../...

lors que tous les véhicules actuels sont "automobiles". En effet, à défaut de définition spécifique du mot "automobile" dans le projet, il faut lui donner le sens de véhicule qui se déplace par lui-même.

Article 32

1. Il convient que l'auteur du projet indique s'il est possible ou non de rouler avec l'attestation délivrée par le service de police.

2. Au paragraphe 2, alinéa 3, deuxième phrase, il y a lieu d'écrire :

"Dans ce cas, le titulaire de l'immatriculation ne pourra demander le duplicata ou la réimmatriculation que sur la base de l'attestation visée au paragraphe 1er.".

Article 33

A l'alinéa 1er, in fine, il convient de se référer aux alinéas 4 et 5 de l'article 35. Le texte sera ainsi plus précis.

Article 34

1. Au paragraphe 1er, alinéa 2, il est fait référence à "un nouvel exemplaire selon les dispositions de

.../...

l'article 19, § 1er". Il serait plus exact de faire mention d'un "duplicata conformément aux dispositions de l'article 19, § 1er".

2. Le paragraphe 4, alinéa 2, vise la situation qui existera lorsque les Régions auront transposé la directive 2000/53/CEE, en ce qui les concerne. Cette disposition est prématurée et doit être omise.

Article 35

1. L'alinéa 1er dispose que l'immatriculation expire dès qu'une des conditions auxquelles l'immatriculation est soumise dans le chef du titulaire n'est plus remplie.

Cette disposition manque de précision dès lors qu'aucune disposition du projet n'énumère clairement les conditions qu'il faut remplir pour pouvoir immatriculer un véhicule.

2. A l'alinéa 2, il y a lieu de remplacer le mot "maintenir" par le mot "garder".

3. Il convient de réserver un article distinct à la question de la saisie des marques d'immatriculation et des certificats d'immatriculation, qui fait l'objet des alinéas 3 et 4.

.../...

En ce qui concerne les marques d'immatriculation non encore radiées, la section de législation n'aperçoit pas pour quelle raison une saisie par l'autorité judiciaire doit nécessairement mener à une radiation. En effet, lorsque la saisie sera levée, le véhicule et la marque d'immatriculation seront restitués à leur légitime propriétaire qui pourra continuer à les utiliser.

La dernière phrase de l'alinéa 3 dispose que :

"Dans le cas où, au moment de la saisie, la marque d'immatriculation est déjà radiée du répertoire susmentionné, le renvoi de cette marque d'immatriculation reste obligatoire.".

Il convient d'écrire :

"Le renvoi de cette marque d'immatriculation ou de l'attestation de saisie reste obligatoire.".

En effet, tout comme pour les marques d'immatriculation non radiées, il se peut que l'autorité judiciaire souhaite maintenir la saisie. Dans ce cas, seule l'attestation de saisie doit être renvoyée au fonctionnaire dirigeant ou à son délégué.

Article 36

1. Aux 3° et 4°, il y a lieu d'indiquer tous les articles de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 portant réglementation de l'immatriculation des plaques commerciales

.../...

pour véhicules à moteur et remorques ainsi que son intitulé qui sont affectés par les modifications projetées.

2. Les 5° et 7° reviennent en réalité à supprimer chaque fois la deuxième phrase des articles 7,7.1.1. et 13,13.1.1. de l'arrêté précité. Mieux vaudrait utiliser une rédaction telle que "la phrase débutant par les mots (...) est supprimée".

Article 38

1. En ce qui concerne le paragraphe 1er, il suffit de prévoir que les véhicules transférés aux zones de police pluricommunales ou aux communes conformément à l'article 248bis de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, sont immatriculés au nom des zones de police pluricommunales ou des communes concernées, avec maintien de la marque d'immatriculation.

S'agissant des véhicules de la gendarmerie et de la police judiciaire désormais utilisés par la police fédérale, il ne paraît pas nécessaire de leur consacrer une disposition particulière prévoyant leur immatriculation au nom de la police fédérale avec maintien de la marque d'immatriculation puisqu'il s'agit ici d'une modification des données de l'immatriculation, sans changement de véhicule ou de propriétaire, le propriétaire restant l'Etat belge, hypothèse qui entre dans les prévisions de l'article 15 du projet.

.../...

2. En ce qui concerne le paragraphe 2, la section de législation se demande si la disposition envisagée est bien destinée à régir une situation temporaire comme l'indique l'intitulé de l'article. S'il en est bien ainsi, il y a lieu de fixer un délai pendant lequel ces changements de titulaire avec maintien de la marque d'immatriculation peuvent avoir lieu.

Par ailleurs, il y a lieu de remplacer les mots "une police locale" par les mots "une zone de police pluricommunale ou d'une commune".

Article 39

1. Au paragraphe 2, il n'est pas possible de donner un pouvoir réglementaire à des fonctionnaires.

2. Au paragraphe 3, les mots "A partir du jour de l'entrée en vigueur de cet arrêté" sont en contradiction avec l'article 40, § 1er, 2°, qui fait entrer anticipativement en vigueur l'article 39, § 3, le jour de la publication de l'arrêté.

Article 40

1. Le paragraphe 1er, 2°, fait entrer certaines dispositions en vigueur le jour de la publication de l'arrêté au Moniteur belge, soit avant l'entrée en vigueur d'autres dispositions de l'arrêté et notamment de

.../...

l'article 37 qui abroge l'arrêté royal du 31 décembre 1953 précité.

Il en résulterait une double réglementation, ce qui ne saurait être admis.

En outre, il ne semble pas possible de mettre certaines dispositions en vigueur sans mettre en même temps en vigueur les définitions, contenues à l'article 1er du projet, des termes utilisés dans ces dispositions.

Il est dès lors suggéré de supprimer le 2°, et ce d'autant plus que la différence entre la date d'entrée en vigueur de l'ensemble de l'arrêté et celle des dispositions visées au paragraphe 1er, 2°, sera seulement de deux mois maximum.

OBSERVATIONS FINALES

1. Les chapitres seront numérotés en chiffres romains, à l'exception du premier qui doit s'écrire en toutes lettres.

2. Le chapitre II devrait bénéficier d'un intitulé plus approprié car il ne fait que reprendre l'intitulé du projet d'arrêté lui-même.

3. A l'article 6, § 2, 8°, il y a lieu d'écrire "l'Institut national de Statistique".

.../...

4. A l'article 7, 5°, il y a lieu de remplacer les mots "si d'application" par les mots "le cas échéant".

5. A l'article 7, 20° et 22°, il y a lieu d'écrire "kw" au lieu de "kw".

6. Il n'est pas d'usage de donner un intitulé aux articles d'un texte. Il convient donc de le supprimer aux articles 36 à 40.

7. A l'article 39, § 3, il y a lieu dans le texte français d'écrire "euro" au pluriel.

8. A l'Article 40, § 1er, il y a lieu d'écrire "(...) au cours duquel il aura été publié au Moniteur belge, excepté (...)".

9. Le texte néerlandais du projet est susceptible d'amélioration. Ainsi, par exemple, on remplacera à l'article premier les mots "lid a" et "quasi" respectivement par "punt a" et "bijna". Dans l'ensemble du projet on remplacera les mots "leidende ambtenaar" par "leidend ambtenaar". Par ailleurs, on remplacera à l'article premier le mot "afleveringsdatum" par les mots "datum van uitreiking"; dans l'ensemble du projet on remplacera d'ailleurs les mots "afleveren" et "aflevering" par "uitreiken" et "uitreiking". A l'article 2, on écrira

.../...

"ongeacht" au lieu de "onafgezien". A l'article 3, on écrira "§ 1, a, b of c". A l'article 9, on écrira respectivement "benaming van de maatschappij" et "zetel van de maatschappij" au lieu de "maatschappelijke benaming" et "maatschappelijke zetel". Aux articles 15 et 35, on écrira respectivement "binnen vijftien dagen" et "binnen dertig dagen" au lieu de "binnen de vijftien dagen" et "binnen de dertig dagen". A l'article 34, § 4, alinéa 2, on écrira "Wanneer ..." au lieu de "Van zodra ...".

VOORAFGAANDE OPMERKING

Toen de gewestregeringen bij het ontwerpen van dit besluit betrokken werden, hebben de Vlaamse Regering en de Brusselse Hoofdstedelijke Regering opmerkingen gemaakt.

Uit het dossier dat aan de Raad van State is overgezonden, blijkt niet dat de minister daarop is ingegaan door de betrokken regeringen mee te delen waarom met die opmerkingen geen rekening zou worden gehouden.

Dit advies wordt dan ook gegeven onder het voorbehoud dat die laatste fase van de procedure van het erbij betrekken van de gewestregeringen is afgerond.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Het ontwerp heeft onder meer tot doel te bepalen dat voertuigen die door personen die in België verblijven in het verkeer worden gebracht, niet in het buitenland mogen worden ingeschreven, behalve in een beperkt aantal gevallen.

Die bedoeling komt echter niet duidelijk genoeg tot uiting in het onnodig ingewikkelde ontwerp. Zo wekt artikel 2, § 2, de indruk dat alle in het buitenland ingeschreven voertuigen in België in het verkeer mogen worden gebracht, terwijl in werkelijkheid, krachtens artikel 3, §§ 1 en 3, in België verblijvende personen geen voertuig in het verkeer in België mogen brengen dat in het buitenland is ingeschreven en waarvan ze eigenaar of zelfs

.../...

gebruiker zijn, behalve in de uitzonderingen genoemd in artikel 4, § 2.

Zo ook begint artikel 4, § 2, met de woorden "Met inachtnaam van de bepalingen van artikel 2, is de inschrijving evenmin vereist voor : (...)", maar in tegenstelling met wat wordt aangegeven met die zin - en in het bijzonder met het woord "evenmin", dat verwijst naar de gevallen genoemd in artikel 4, § 1 - is het niet de inschrijving die voor die voertuigen niet verplicht is, maar de inschrijving in België. Met andere woorden : de voertuigen bedoeld in artikel 4, § 2, kunnen in het buitenland worden ingeschreven in afwijking van artikel 3, §§ 1 en 3. Bovendien is het de afdeling wetgeving niet duidelijk waarom naar artikel 2 wordt verwezen.

Voorts moeten de uitzonderingen op de inschrijvingsplicht genoemd in artikel 4, § 1, in afdeling 2 worden vermeld. Artikel 4, § 1, 1° en 10°, zijn overigens geen echte uitzonderingen, aangezien de daarin vermelde voertuigen moeten worden ingeschreven volgens een regeling die afwijkt van die welke door het ontwerp wordt ingevoerd.

Het ontwerp moet dus worden herzien, opdat de algemene regel en de uitzonderingen duidelijk tot uiting komen.

Daarom wordt voorgesteld het ontwerpbesluit als volgt te structureren :

.../...

- 1° een voertuig mag slechts in het verkeer worden gebracht als het is ingeschreven, behalve in de gevallen genoemd in artikel 4, § 1, 2° tot 9°;
- 2° a) in België verblijvende personen moeten de voertuigen die ze in België in het verkeer willen brengen, laten inschrijven in het repertorium van de voertuigen, zelfs als die voertuigen al in het buitenland zijn ingeschreven;

b) uitzondering: in de gevallen genoemd in artikel 4, § 2, mogen in België verblijvende personen in het buitenland ingeschreven voertuigen in België in het verkeer brengen;
- 3° in het buitenland verblijvende personen mogen in het buitenland ingeschreven voertuigen in België in het verkeer brengen.

2. De vraag rijst of de regeling die door het ontwerp wordt voorgeschreven, niet strijdig is met het Europese recht betreffende het vrije verkeer van werknemers en de vrije dienstverlening, in het bijzonder in verband met de gevallen genoemd in artikel 4, § 2, 1° en 2°.

In verband met in een andere lidstaat gevestigde leasingondernemingen is die kwestie thans aanhangig bij het Hof, naar aanleiding van een prejudiciële vraag die het Handelsgericht van Wenen bij beschikking van 10 november 1999 heeft gesteld.

.../...

Wat grensarbeiders betreft, heeft de Commissie bij brief van 26 april 2001 België om uitleg gevraagd over artikel 3, § 1, van het koninklijk besluit van 31 december 1953 houdende regeling nopens de inschrijving van motorvoertuigen en aanhangwagens.

De steller van het ontwerp wordt erop attent gemaakt dat artikel 4, § 2, 1° en 2°, als het nu reeds wordt goedgekeurd, in het licht van de opmerkingen van de Commissie zal moeten worden herzien in het geval dat de Belgische regering besluit er gevolg aan te geven of in het licht van de arresten van het Hof van Justitie.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Aanhef

1. Er moet in de aanhef worden verwezen naar het koninklijk besluit van 31 december 1953 houdende regeling nopens de inschrijving van motorvoertuigen en aanhangwagens dat door het ontwerp wordt opgeheven, alsook naar het koninklijk besluit van 8 januari 1996 tot regeling van de inschrijving van de commerciële platen voor motorvoertuigen en aanhangwagens, dat door het ontwerp wordt gewijzigd.

2. In het derde lid moet "inspecteur van financiën" worden geschreven.

.../...

Dispositief

Artikel 1

1. Een overdadig gebruik van definities moet worden vermeden. Sommige definities zouden bijvoorbeeld in het corpus van het ontwerp kunnen worden opgenomen.

2. In 6°, a en b, 7° en 10°, moet een volledige definitie worden gegeven van een voertuig, landbouw- of bosbouwtrekker, personenvoertuig en afgedankt voertuig of autowrak in plaats van te verwijzen naar Europese richtlijnen of, wat nochtans minder laakbaar is, naar het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen.

Zo is het ook beter in 25° direct de inhoud van artikel 48, tweede alinea, van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap te vermelden.

Hoe dan ook wordt in 6°, b, verwezen naar "elke (...) mobiele machine die beantwoordt aan de begripsomschrijvingen vermeld in artikel 1 van het voormelde koninklijk besluit van 15 maart 1968". Het is de afdeling wetgeving niet duidelijk wat daarmee wordt bedoeld, aangezien artikel 1 van het voornoemde koninklijk besluit van 15 maart 1968 geen definitie van het begrip "mobiele machine" bevat.

.../...

3. In 7° is de verwijzing naar een "motorvoertuig bestemd voor het vervoer van personen, van de categorie M1, zoals gedefinieerd door artikel 1, § 2, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 ..." niet duidelijk.

Hoewel in artikel 1, § 1, van het voormelde koninklijk besluit van 15 maart 1968 de categorie M1 gedefinieerd wordt als "voertuigen bestemd voor het vervoer van personen, met ten hoogste acht zitplaatsen, die van de bestuurder niet meegerekend", worden die bewoordingen in paragraaf 2 immers niet gepreciseerd.

Zoals er op gewezen is in opmerking 2, is het beter rechtstreeks en duidelijk in het ontwerp aan te geven welke voertuigen bedoeld worden.

4. Onderdeel 25°, a, zou duidelijker zijn als geschreven wordt : "een andere Lid-Staat van de Europese Unie of partij bij een van de verdragen (...)".

5. De punten b en c van onderdeel 25° kunnen worden samengevoegd tot één bepaling, waarin gewag wordt gemaakt van "de rechtspersonen die in België geen vaste inrichting hebben".

.../...

Artikel 3

1. Paragraaf 1 bepaalt dat de eigenaar van een voertuig dat hij in het verkeer wil brengen, het in het repertorium van de voertuigen laat inschrijven, "hetzij op eigen naam, hetzij op naam van de voornaamste gebruiker van dit voertuig".

Het kan niet worden toegelaten dat de eigenaar het voertuig op naam van de gebruiker, en eventueel zonder diens toestemming, kan inschrijven. Dit zou bovendien nadelige gevolgen kunnen hebben voor de laatstgenoemde, aangezien naar luid van artikel 67bis van de gecoördineerde wetten van 16 maart 1968 tot coördinatie van de wetten betreffende de politie over het wegverkeer :

"Wanneer een overtreding van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten is begaan met een motorvoertuig, ingeschreven op naam van een natuurlijke persoon, en de bestuurder bij de vaststelling van de overtreding niet geïdentificeerd werd, wordt vermoed dat deze is begaan door de titularis van de nummerplaat van het voertuig. Het vermoeden van schuld kan worden weerlegd met elk middel."

Overigens wordt in artikel 10, § 1, van het ontwerp bepaald dat :

"De aanvraag tot inschrijving of herinschrijving ..., naargelang het geval beschreven in artikel 3, (wordt) ingediend door de eigenaar of de gebruiker, verder de aanvrager genoemd."

Met andere woorden, de aanvraag kan worden ingediend door de eigenaar of door de gebruiker, maar niet

.../...

door de eigenaar op naam van de gebruiker. Het geval van de machtiging waarin artikel 12 van het ontwerp voorziet, betreft niet de aanvraag, maar het aanbieden ervan.

Artikel 3, § 1, eerste lid, moet derhalve worden herzien.

De afdeling wetgeving vraagt zich bovendien af of niet beter zou worden bepaald dat degene die als gebruiker een voertuig inschrijft, het bewijs moet leveren dat de eigenaar zijn instemming heeft betuigd.

2. In paragraaf 1, b, wordt gewag gemaakt van de inschrijving in een Belgisch handelsregister als natuurlijke persoon of als rechtspersoon. Moet ook niet het ambachtsregister worden vermeld ?

Artikel 4

1. Wat paragraaf 2, 1°, betreft, is het de afdeling wetgeving niet duidelijk is om welke redenen alleen de natuurlijke personen, en niet de rechtspersonen, worden vermeld.

2. In paragraaf 2, 2°, wordt gewag gemaakt van "een geldig attest afgeleverd door de Belgische fiscale overheid die de BTW-heffing onder haar bevoegdheid heeft". Het is

.../...

beter te schrijven : "een attest afgegeven door het bestuur dat bevoegd is voor de BTW".

3. In paragraaf 2, 2°, wordt gepreciseerd dat de voorwaarden voor het gebruik van het voertuig bepaald worden in het attest dat afgegeven wordt door het bestuur dat bevoegd is voor de BTW.

Die voorwaarden mogen echter niet door de fiscus worden bepaald, maar moeten in het ontwerp zelf worden opgenomen.

Artikel 5

1. Voor paragraaf 1 wordt voorgesteld te schrijven :

"(...) Het kan gaan ofwel om een inschrijving in transit wanneer de hierna vermelde personen een vrijstelling van rechten bij invoer en van BTW of van BTW alleen hebben gekregen, ofwel om een voorlopige vrijstelling in de andere gevallen. De inschrijving in transit vervalt terzelfder tijd als de inning van de rechten bij invoer en van BTW of van BTW alleen."

2. Wat paragraaf 2, derde lid, betreft, kan de bepaling dat de Provoost-Marshall van SHAPE nagaat of alle verzekeringsformaliteiten vervuld zijn, alleen toepassing

.../...

vinden op de burgerlijke en militaire leden van deze organisatie en op die van de NAVO, die worden vermeld in paragraaf 1, onderdeel 3°, van hetzelfde artikel. Dit zou moeten worden aangegeven in de tekst van de onderzochte bepaling.

Artikel 6

1. In paragraaf 2, 2°, dient te worden geschreven :

"(...) de belastingen en de retributies die verschuldigd zijn inzake (...).".

2. Onderdeel 9° moet worden herzien, omdat het Rijksfonds voor sociale reclassering van de mindervaliden ontbonden is bij koninklijk besluit van 28 februari 1995, inzonderheid bij artikel 2 ervan, dat in werking getreden is op 22 maart 1995, ten gevolge van de hervorming der instellingen.

Artikel 7

1. Krachtens bijlage I van de voormelde richtlijn 1999/37/EG moet op het kentekenbewijs de naam van de eigenaar van het voertuig worden vermeld of moet op zijn minst worden aangegeven dat de tenaamgestelde van het kentekenbewijs al dan niet de eigenaar van het voertuig is

.../...

of dat hij door middel van het kentekenbewijs niet wordt geïdentificeerd als de eigenaar van het voertuig.

Deze gegevens moeten derhalve worden opgenomen in het repertorium opdat ze kunnen worden vermeld op het kentekenbewijs.

2. In onderdeel 9° is de vermelding "een andere voertuigcategorie dan M1" te onduidelijk. Er moet op zijn minst worden verwezen naar het voormelde koninklijk besluit van 15 maart 1968. In dat besluit worden immers de categorieën M1 tot M3 gedefinieerd.

Artikel 10

1. De vraag rijst of in paragraaf 1 geen gewag moet worden gemaakt van het geval waarin zowel de eigenaar als de gebruiker het voertuig willen inschrijven. Indien dit het geval is, moet de eigenaar voorrang hebben aangezien op hem de verantwoordelijkheid voor de inschrijving rust (artikel 3, § 1).

Er dient eveneens te worden verwezen naar de opmerking bij artikel 3.

.../...

2. In paragraaf 2, tweede lid, moet worden geschreven :

"De aanvraag vermeldt in alle gevallen of de wettelijke aansprakelijkheid inzake motorvoertuigen gedekt is door een verzekeringscontract voor een jaar, of in het geval van een tijdelijke inschrijving (...).".

3. Overeenkomstig artikel 30 van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst mag de duur van de verzekeringsovereenkomst niet langer zijn dan één jaar. Op het einde van het bewuste tweede lid van paragraaf 2 wordt echter een maximumduur van drie jaar vermeld. Volgens de gemachtigde ambtenaar wordt daarmee het geval bedoeld waarin een internationaal verdrag een afwijking van de voormelde wet van 25 juni 1992 toestaat. Deze verduidelijking moet in het ontwerp worden vermeld.

4. In paragraaf 3 wordt artikel 5, lid 2, van de voormelde richtlijn 1999/37/EG niet volledig omgezet. In de tweede, de derde en de vierde zin van die bepaling staat het volgende :

"Deze autoriteiten nemen het oude kentekenbewijs in en bewaren dit deel (deze delen) gedurende ten minste zes maanden. Zij stellen de autoriteiten van de lidstaat die het ingenomen kentekenbewijs hebben afgegeven binnen twee maanden daarvan op de hoogte. Zij sturen het ingenomen kentekenbewijs aan de genoemde autoriteiten terug indien deze daar binnen zes maanden na de inneming om verzoeken.".

.../...

Artikel 11

Aan de gemachtigde van de minister kan geen enkele verordenende bevoegdheid worden verleend.

Veeleer dan de bewoordingen "in voorkomend geval" te bezigen, schrijve men dat de minister "kan (...) bepalen".

Ten slotte kan de machtiging alleen betrekking hebben op bijkomende wijzen van aanbieding van de aanvragen. De minister mag de inhoud van een koninklijk besluit immers niet wijzigen.

Artikel 15

Er dient duidelijker te worden aangegeven dat indien de gegevens van de inschrijving gewijzigd worden, de tenaamgestelde zijn inschrijvingsnummer behoudt.

Artikel 16

1. In het besluit moeten de gevallen worden bepaald waarin het kentekenbewijs uit slechts één deel bestaat en die waarin het uit twee delen bestaat.

2. In paragraaf 2 moeten de woorden "op naam van dezelfde houder" vervallen. Hier wordt immers het geval

beoogd waarin definitief gestopt wordt met het voertuig in huur of huurkoop te geven.

3. In paragraaf 3 moeten de woorden "volgens de aanwijzingen van de leidende ambtenaar" vervallen. Aan de leidend ambtenaar kan immers geen verordenende bevoegdheid worden verleend om bijkomende voorwaarden op te leggen naast die waarin het besluit voorziet, namelijk inzake de overlegging van de identiteitskaart, en bovendien kan hij vanzelfsprekend aan zijn diensten aanwijzingen geven over de concrete uitvoering van het besluit.

Artikel 19

1. Paragraaf 2 betreft de gevallen waarin het kentekenbewijs verloren of tenietgegaan is. Voor de duidelijkheid is het beter eveneens de diefstal van het kentekenbewijs te vermelden.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 24 en 32.

2. In paragraaf 2, tweede lid, moet worden geschreven :

"Indien slechts een deel van het meerdelig kentekenbewijs verloren, gestolen of tenietgegaan is, wordt alleen tegen inlevering van het overgebleven deel een duplicaat uitgereikt.".

.../...

Artikel 20

1. In paragraaf 2, 2°, moeten de woorden "vertegenwoordigers van de Hoge Magistraten", "vertegenwoordigers van de Hoge Clerus" en "hoge ambtenaren van de federale overheid" preciezer gedefinieerd worden.

Dezelfde opmerking geldt mutatis mutandis voor onderdeel 3°.

2. Het is de afdeling wetgeving niet duidelijk waarom in paragraaf 2, 4°, de voorzitter van de Franse Gemeenschapsraad, de voorzitter van de Franse Gemeenschapscommissie en de voorzitter van de Vlaamse Gemeenschapscommissie moeten worden vermeld.

Deze personen worden immers reeds bedoeld als lid van het Waalse Parlement, van het Vlaamse Parlement of van het Parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

3. In artikel 20 dient een afzonderlijke paragraaf te worden gewijd aan de kentekenplaat "CD". Hiervoor geldt immers een bijzondere regeling, aangezien een CD-plaat ofwel een bijkomende, ofwel een speciale kentekenplaat kan zijn.

.../...

Artikel 23

Er wordt voorgesteld deze bepaling als volgt te schrijven

"Wat de gewone kentekenplaten betreft, reserveert de leidend ambtenaar of zijn gemachtigde het inschrijvingsnummer dat beantwoordt aan de keuze van de persoon die er vooraf om verzocht heeft, voorzover dat nummer beschikbaar is.

Het inschrijvingsnummer wordt gereserveerd zodra de daartoe bepaalde retributie betaald is. Voor elke reservering van een nieuw inschrijvingsnummer is een retributie verschuldigd.

De aanvrager dient binnen drie maanden na de reservering de aanvraag in tot inschrijving of herinschrijving van zijn voertuig onder dit gepersonaliseerd opschrift. Na het verstrijken van deze termijn vervalt de reservering van het gepersonaliseerd opschrift, tenzij de leidend ambtenaar of zijn gemachtigde de termijn van reservering met twee maanden verlengt op basis van een gemotiveerd verzoek.

De inschrijving of herinschrijving van een voertuig onder een gepersonaliseerd opschrift wordt beschouwd als een gewone inschrijving of herinschrijving en geeft aanleiding tot de betaling van de retributie waarin daartoe voorzien is."

.../...

Artikel 24

1. In paragraaf 2, eerste lid, behoort te worden geschreven :

"(...) gestolen, verloren of tenietgegaan is (...)".

2. In paragraaf 2, tweede lid, dient te worden geschreven :

"Wanneer het echter gaat om een diefstal van een bijkomende kentekenplaat (...)".

Artikel 25

In paragraaf 1, eerste lid, moet nauwkeuriger worden aangegeven dat zodra het voertuig ingeschreven wordt op naam van de echtgenoot, de wettelijk samenwonende of de kinderen van de oorspronkelijke tenaamgestelde, dat voertuig niet langer op zijn naam is ingeschreven. Deze bepaling heeft immers betrekking op de wijziging van de tenaamgestelde en niet op de mogelijkheid om voor eenzelfde inschrijving verscheidene tenaamgestelden te hebben.

Artikel 26

.../...

1. In de onderdelen 1° en 2° behoort te worden geschreven :

"voor het reserveren van een gepersonaliseerd opschrift (...)".

2. De steller van het ontwerp moet kunnen aantonen dat de gevorderde bedragen in verhouding staan tot het werk dat door het bestuur wordt geleverd en tot het voordeel dat de aanvrager daaruit kan halen.

Artikel 29

1. In de eerste zin van het eerste lid is de uitdrukking "achtervlak van het voertuig" niet echt een verbetering ten opzichte van de eerste zin van het huidige artikel 20 van het voormelde koninklijk besluit van 31 december 1953, waarin met de uitdrukking "van achteren (en in het midden) van het voertuig" wordt gewerkt. Overigens bezigt de steller van het ontwerp het woord "achteraan" wanneer hij het in de derde zin heeft over "achteraan links op het voertuig".

2. De uitzondering op grond waarvan de kentekenplaat achteraan links mag worden geplaatst op auto's en aanhangwagens, bestaat reeds krachtens het huidige artikel 20 van het voormelde koninklijk besluit van 31 december 1953. De afdeling wetgeving vraagt zich echter

.../...

af waarom van die afwijkende regel geen algemene regel wordt gemaakt, aangezien alle voertuigen thans "autovoertuigen" zijn. Doordat in het ontwerp voor het woord "auto" (of "automobiel") geen specifieke definitie is gegeven, moet daaronder een voertuig worden verstaan dat zichzelf voortbeweegt.

Artikel 32

1. De steller van het ontwerp moet aangeven of het aan iemand die alleen in het bezit is van het door de politiedienst afgegeven attest al dan niet toegestaan is te rijden.

2. In paragraaf 2, derde lid, tweede zin, behoort te worden geschreven :

"In dat geval mag de tenaamgestelde van de inschrijving slechts om een duplicaat of om een herinschrijving verzoeken op basis van het attest bedoeld in paragraaf 1."

Artikel 33

In het eerste lid, in fine, behoort te worden verwezen naar artikel 35, vierde en vijfde lid. Daardoor zal de tekst nauwkeuriger geredigeerd zijn.

.../...

Artikel 34

1. In paragraaf 1, tweede lid, staat :
"vraagt (...) een nieuw exemplaar aan volgens de bepalingen van artikel 19, § 1". Het zou juister zijn te spreken van een duplicaat dat overeenkomstig de bepalingen van artikel 19, § 1, wordt aangevraagd.

2. Paragraaf 4, tweede lid, heeft betrekking op de situatie die zich zal voordoen wanneer de gewesten richtlijn 2000/53/EEG zullen hebben omgezet wat hen betreft. Die bepaling is voorbarig en dient te vervallen.

Artikel 35

1. Krachtens het eerste lid vervalt de inschrijving zodra de tenaamgestelde niet meer voldoet aan één van de voorwaarden die hij dient te vervullen.

Deze bepaling is niet nauwkeurig genoeg, aangezien geen enkele bepaling van het ontwerp een duidelijke opsomming geeft van de voorwaarden waaraan iemand moet voldoen om een voertuig te kunnen laten inschrijven.

2. In de Franse tekst van het tweede lid moet het woord "maintenir" worden vervangen door het woord "garder".

.../...

3. De inbeslagname van kentekenplaten en kentekenbewijzen, waarop het derde en het vierde lid betrekking hebben, moet worden behandeld in een afzonderlijk artikel.

In verband met niet-geschrapte kentekenplaten, ziet de afdeling wetgeving niet in waarom de inbeslagname door de gerechtelijke overheid noodzakelijkerwijze tot de schrapping moet leiden. Wanneer het beslag wordt opgeheven, worden het voertuig en de kentekenplaat immers teruggegeven aan de wettige eigenaar, die daar gebruik van kan blijven maken.

De laatste zin van het derde lid luidt als volgt :

"Indien op het ogenblik van de inbeslagname de kentekenplaat reeds geschrapt is uit voornoemd repertorium, blijft de terugzending van die kentekenplaat verplicht.".

Er behoort te worden geschreven :

"De terugzending van die kentekenplaat of van het attest van inbeslagname blijft verplicht.".

Net als bij niet-geschrapte kentekenplaten bestaat immers de mogelijkheid dat de gerechtelijke overheid het beslag niet wenst op te heffen. In dat geval hoeft alleen het attest van inbeslagname te worden teruggestuurd naar de leidend ambtenaar of zijn gemachtigde.

.../...

Artikel 36

1. In de onderdelen 3° en 4° dient te worden vermeld in welke artikelen van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 tot regeling van de inschrijving van de commerciële platen voor motorvoertuigen en hun aanhangwagens de daarin vervatte ontworpen wijzigingen dienen te worden aangebracht en dient ook naar het opschrift ervan te worden verwezen.

2. De onderdelen 5° en 7° komen in feite telkens neer op het schrappen van de tweede zin van de artikelen 7, 7.1.1. en 13,13.1.1. van het voormelde besluit. Het zou beter zijn te werken met een redactie zoals "De zin die begint met de woorden (...) vervalt."

Artikel 38

1. In paragraaf 1 is het voldoende te bepalen dat de voertuigen die met toepassing van artikel 248bis van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, worden overgedragen aan de meergemeentezones of aan de gemeenten, ingeschreven worden op naam van de betrokken meergemeentezone of de betrokken gemeente met behoud van de kentekenplaat.

Wanneer het gaat om voertuigen van de rijkswacht of van de gerechtelijke politie die voortaan door de federale politie worden gebruikt, lijkt het niet nodig in een aparte bepaling voor te schrijven dat die voertuigen

ingeschreven worden op naam van de federale politie met behoud van de kentekenplaat, aangezien het daarbij gaat om een wijziging van de gegevens van de inschrijving, zonder wijziging van het voertuig of van de eigenaar, aangezien de eigenaar de Belgische Staat blijft, wat een geval is dat onder de bepalingen van artikel 15 van het ontwerp valt.

2. Wat paragraaf 2 betreft, vraagt de afdeling wetgeving zich af of deze bepaling wel bedoeld is om een tijdelijke situatie te regelen, zoals het opschrift van het artikel aangeeft. Als dat wel degelijk het geval is, dient een termijn te worden bepaald waarin die wijzigingen van de tenaamgestelde met behoud van de kentekenplaat kunnen plaatsvinden.

Overigens dienen de woorden "een lokale politie" te worden vervangen door de woorden "een meergemeentezone of een gemeente".

Artikel 39

1. In verband met paragraaf 2 behoort te worden opgemerkt dat aan ambtenaren geen verordeningsbevoegdheid kan worden opgedragen.

2. In paragraaf 3 zijn de woorden "Vanaf de dag van inwerkingtreding van dit besluit" in tegenspraak met artikel 40, § 1, onderdeel 2°, naar luid waarvan artikel 39,

.../...

§ 3, vervroegd in werking treedt, namelijk op de dag waarop het besluit in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

Artikel 40

1. Krachtens paragraaf 1, onderdeel 2°, treden enkele bepalingen in werking op de dag waarop het besluit in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt, dat is vóór de inwerkingtreding van andere bepalingen van het besluit, inzonderheid van artikel 37, waarbij het voormelde koninklijk besluit van 31 december 1953 wordt opgeheven.

Dat zou tot een dubbele regelgeving leiden, wat niet kan worden aanvaard.

Voorts lijkt het niet mogelijk sommige bepalingen in werking te stellen zonder tegelijk de in artikel 1 van het ontwerp vervatte definities in werking te stellen van de termen die in die bepalingen worden gebruikt.

Bijgevolg wordt voorgesteld onderdeel 2° te schrappen, te meer daar de datum van inwerkingtreding van het volledige besluit en de datum van inwerkingtreding van de bepalingen vermeld in paragraaf 1, onderdeel 2°, slechts door een tijdsspanne van ten hoogste twee maanden gescheiden zouden zijn.

.../...

SLOTOPMERKINGEN

1. Hoofdstukken worden zowel in het Nederlands als in het Frans genummerd met Romeinse cijfers, met uitzondering evenwel van hoofdstuk I, dat in het Frans met "Chapitre premier" wordt aangeduid.

2. Hoofdstuk II zou een passender opschrift moeten krijgen, aangezien in dat opschrift het opschrift van het ontworpen besluit zelf wordt overgenomen.

3. In de Franse tekst van artikel 6, § 2, onderdeel 8°, behoort te worden geschreven "l'Institut national de Statistique".

4. In artikel 7, onderdeel 5°, dienen de woorden "indien van toepassing" te worden vervangen door de woorden "in voorkomend geval".

5. In artikel 7, onderdelen 20° en 22°, schrijven men "kw" in plaats van "kw".

6. Het is niet gebruikelijk de artikelen van een regeling te voorzien van een opschrift. De artikelen 36 tot 40 dienen dan ook geen opschrift te dragen.

.../...

7. In artikel 39, § 3, dienen de woorden "Belgische frank" en "euro" in het meervoud te worden geschreven.

8. In de Franse tekst van artikel 40, § 1, behoort te worden geschreven "(...) au cours duquel il aura été publié au Moniteur belge, excepté (...)".

9. De Nederlandse tekst van het ontwerp is voor verbetering vatbaar. Zo bijvoorbeeld vervange men in artikel 1 de woorden "lid a" en "quasi" respectievelijk door "punt a" en "bijna". In het gehele ontwerp vervange men de woorden "leidende ambtenaar" door "leidend ambtenaar". In artikel 1 vervange men tevens het woord "afleveringsdatum" door de woorden "datum van uitreiking"; in het gehele ontwerp vervange men overigens de woorden "afleveren" en "aflevering" door "uitreiken" en "uitreiking". In artikel 2 schrijf men "ongeacht" in plaats van "onafgezien". In artikel 3 schrijf men "§ 1, a, b of c". In artikel 9 schrijf men respectievelijk "benaming van de maatschappij" en "zetel van de maatschappij" in plaats van "maatschappelijke benaming" en "maatschappelijke zetel". In de artikelen 15 en 35 schrijf men respectievelijk "binnen vijftien dagen" en "binnen dertig dagen" in plaats van "binnen de vijftien dagen" en "binnen de dertig dagen". In artikel 34, § 4, tweede lid, schrijf men "Wanneer ..." in plaats van "Van zodra ...".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président du Conseil d'Etat,
voorzitter van de Raad van State,

P. LIENARDY,
P. VANDERNOOT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,

assesseurs de la
section de législation,

J.-M. FAVRESSE,

assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

C. GIGOT,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme V. FRANCK, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. V. FRANCK, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

R. ANDERSEN